



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Déplacements – Risques – Sécurité  
Pôle Risques Naturels et Technologiques

Réf. : AP N°2022-042

Nice, le 31 MARS 2022

## **ARRÊTÉ**

### **Portant approbation de la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Cagnes-sur-mer**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** les articles L.562-1 à L.562-9 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et notamment l'article L.562-4-1 ;

**Vu** les articles R.562-1 à R.562-11 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et notamment les articles R.562-10-1 et R.562-10-2 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Cagnes-sur-mer,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juin 2021 prescrivant la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Cagnes-sur-mer,

**Vu** la décision de l'autorité environnementale de ne pas soumettre la modification du PPR à évaluation environnementale en date du 7 avril 2021 ;

**Vu** le bilan de la phase de concertation avec le public qui s'est déroulée en mairie du 1<sup>er</sup> février 2022 au 4 mars 2022 ;

**Vu** la saisine pour avis en date du 17 août 2021, de la commune de Cagnes-sur-mer, du conseil départemental des Alpes-Maritimes, du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la métropole Nice côte d'azur, de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes, de la délégation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur auprès du centre national de la propriété forestière et du service départemental d'incendies et de secours,

**Considérant** le changement de circonstances de fait à la suite de la réalisation de travaux de protection prescrits par le plan de prévention des risques d'incendies de forêt de Cagnes-sur-mer approuvé le 11 mai 2012,

**Considérant** les avis favorables du conseil municipal de Cagnes-sur-mer et du service départemental d'incendies et de secours ;

**Considérant** les avis réputés favorables des autres personnes publiques associées en l'absence de réponse à la consultation du 17 août 2021 ;

**Considérant** les observations déposées sur le registre lors de la mise à disposition du projet au public ;

**Considérant** que les modifications projetées ne remettent pas en cause l'économie générale du plan ;

**Sur proposition** de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

Est approuvée la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Cagnes-sur-mer telle qu'annexée au présent arrêté.

Ce dossier de modification est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de Cagnes-sur-mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public de la mairie,
- à la métropole Nice côte d'azur, aux jours et heures habituels d'ouverture au public,
- au pôle risques naturels et technologiques de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes au centre administratif départemental de Nice, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Ce dossier comporte :

- une note de présentation,
- un plan de zonage au 1/5000 pour la partie nord de la commune,
- un plan de zonage au 1/5000 pour la partie sud de la commune,
- l'arrêté préfectoral en date du 17 juin 2021 prescrivant la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur le territoire de la commune de Cagnes-sur-mer,
- le présent arrêté.

### **Article 2 : Mesures de publicité**

Une ampliation du présent arrêté sera affichée pendant un mois en mairie de Cagnes-sur-mer, au siège de la métropole Nice côte d'azur, et sera publiée au recueil des actes administratifs de l'État dans le département des Alpes-Maritimes.

Une mention de cet affichage sera insérée dans le journal local « Nice-Matin ».

### **Article 3 : Mesures d'information**

Des ampliatiions du présent arrêté seront adressées pour information à :

- M. le maire de la commune de Cagnes-sur-mer,
- M. le président de la métropole Nice Côte d'Azur,
- M. le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes,
- M. le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- M. le président de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes,
- M. le président du centre national de la propriété forestière (CNPF),
- M. le directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours,
- Mme la cheffe du service interministériel de défense et de protection civile des Alpes-Maritimes,
- M. le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence Alpes Côte d'Azur,
- Mme la ministre de la transition écologique et solidaire, direction générale de la prévention des risques.

### **Article 4 : Délai de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités prévues à l'article 2, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Il est possible de déposer le recours devant le Tribunal administratif par la voie électronique via l'application internet "télérecours citoyens" sur le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

### **Article 5 : Exécution du présent arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Cagnes-sur-mer, le président de la métropole Nice côte d'azur, et le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

  
Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
SG 4522  
**Philippe LOOS**